

ESSAI



## ARDAVAN AMIR-ASLANI

# “La Turquie d’Erdogan n’a que du mépris pour l’Europe”

L’avocat et enseignant à l’Ecole de guerre économique analyse les visées politiques et internationales du président turc. Ce dernier va remettre son mandat en jeu lors des présidentielles en mai, dans un pays meurtri par le séisme.

Propos recueillis par Yassir Guelzim

**INTERVIEW** Le président Recep Tayyip Erdogan a demandé “pardon” pour les retards dans les secours lors des séismes qui ont fait 40 000 morts. Quelle est sa responsabilité dans la gestion de cette catastrophe naturelle ?

Dans les premières heures, pour contrôler l’information, Erdogan a coupé Twitter alors que cela permettait la géolocalisation des sinistrés. De plus, il a empêché l’armée d’arriver immédiatement sur les lieux. Cette catastrophe traduit la corruption du pouvoir, notamment dans la région de l’Anatolie où les partisans de l’AKP sont majoritaires. En 1999, Erdogan avait vivement critiqué le gouvernement en place pour la gestion d’un séisme qui avait fait 17 000 morts. Aujourd’hui, il subit les mêmes reproches.

**A-t-il la volonté de devenir le nouveau calife en réunifiant les musulmans sunnites derrière lui ?**

Dans son esprit, il en a la légitimité car l’Empire ottoman a contrôlé les lieux saints de l’Islam. Pourtant, son image dans le monde musulman a changé avec l’affaire Jamal Khashoggi. Tous les jours, les services turcs diffusaient des informations pour ridiculiser l’Arabie saoudite. C’était une déclaration de guerre aux tenants de l’Islam du Golfe persique. Toutefois, quand la Turquie a subi la politique économique erratique d’Erdogan, ce dernier a changé son fusil d’épaule. Il a transféré le dossier à Riyad et pris les ressources que lui fournissaient les pays du Golfe. Il y a quinze ans, il avait les moyens de devenir un personnage central de l’Islam. Ce n’est plus le cas maintenant.

**Erdogan a dépassé la longévité d’Atatürk, premier président de la République de Turquie de 1923 à 1938. Comment se positionne-t-il par rapport à lui ?**

Cette année, on va célébrer les 100 ans de la République turque. Atatürk a banni les membres du clergé, interdit les vêtements traditionnels et le foulard islamique dans les lieux publics. Il reste un personnage central de la Turquie. Erdogan, pour sa part, essaie d’effacer cet héritage. Il se place dans le passé islamique et ottoman. Il en veut aux traités de Sèvres et de Lausanne qui ont morcelé l’empire. Au niveau personnalité, les deux se ressemblent car ce sont des hommes politiques autoritaires et charismatiques. Erdogan n’a pas voulu changer le mode démocratique de la Turquie pour en faire une dictature. La laïcité, la liberté d’expression et la démocratie existent, mais sont contestées en permanence, comme la mainmise qu’il effectue dorénavant sur les médias.

**La Turquie est plus tournée dorénavant vers l’Asie. Sur quoi se base-t-il pour créer cette vision politique ?**

La démarche vers l’Est est une incidence des humiliations subies par la Turquie suite à sa demande d’adhésion à l’Union européenne. Pour sa vision asiatique, Erdogan s’appuie sur le pantouranisme, idéologie visant à regrouper les turcophones. Il veut être le berceau d’origine et le sponsor du monde turcophone. Les relations sont fortes avec ces pays d’Asie centrale, mais sa volonté d’hégémonie culturelle s’oppose à celle des Iraniens, qui ont aussi une vision civilisationnelle.

**La Turquie poursuit son processus d’adhésion à l’UE sans vraiment y croire. Erdogan utilise-t-il ce rejet européen comme repoussoir pour sa population ?**

La Turquie d’Erdogan n’a que du mépris pour l’Europe. Elle négocie depuis quatorze ans alors que treize pays ont depuis rejoint l’Union (la Croatie, Chypre, la Pologne, etc.). La frustration s’est transformée en

Jérôme Aoussin



agressivité. Dorénavant, l'Europe ne lui sert qu'à exercer du chantage sur la question des réfugiés pour laquelle la Turquie reçoit 6 milliards d'euros par an. En cas de réélection, Erdogan devrait accentuer son néo-ottomanisme et même sortir son armée de l'Otan.

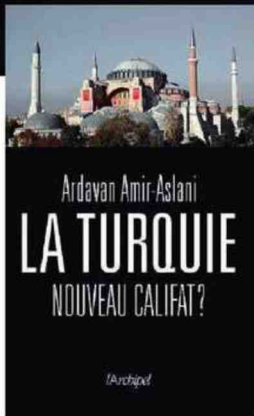
**La Turquie s'est impliquée dans la médiation entre l'Ukraine et la Russie. Comment gère-t-elle les relations avec les deux belligérants ?**

La Turquie n'a pas l'ambition de passer pour le "monsieur bons offices" entre la Russie et l'Otan. Elle ménage juste les deux. Dans sa vision néo-ottomane, le plan occulte d'Erdogan est de bénéficier d'un droit d'intervention pour les 100 000 Tatars de Crimée (minorité turcophone d'Ukraine, ndlr).

**Les positions d'Erdogan concernant Israël sont à géométrie variable. Est-il vraiment un pourfendeur de l'Etat hébreu ?**

Erdogan a une position pragmatique par rapport à Israël. Comme tous les autres pays musulmans, la Turquie est hostile à la politique israélienne, notamment sur la question palestinienne. Mais le Président fait aussi de la *realpolitik*. Il considère qu'une proximité avec l'Etat hébreu lui donne un rôle au Proche-Orient. S'il se montre virulent en paroles, il ne coupe pas les liens avec ce pays pour autant.

Mustafa Ramazi/Anadolu Agency/AFP



**LA TURQUIE, NOUVEAU CALIFAT ?**  
d'Ardavan Amir-Aslani,  
éd. L'Archipel  
(février 2023),  
228 p., 21 €

**Il s'est également impliqué dans l'affaire libyenne. S'agit-il d'une volonté de prolongement néo-ottoman en Afrique ?**

La volonté d'intervention turque ne concerne pas que la Libye mais toute l'Afrique du Nord. Dans sa vision, héritée des Frères musulmans, la légitimité vient du bas vers le haut et non du haut vers le bas, comme dans le Golfe. Il s'agit aussi de poursuivre son néo-ottomanisme en Méditerranée orientale. Les Turcs ont signé un accord maritime avec la Libye, qui lui octroie des zones économiques exclusives en mer. Ainsi, Ankara peut procéder à des forages pétroliers au large de Chypre et dans des endroits où elle ne pourrait pas forcément le faire.

**En mai, des élections présidentielles ont lieu. La politique extérieure turque risque-t-elle de changer ?**

La stratégie élaborée par Erdogan ne devrait pas évoluer, même si l'opposition arrive au pouvoir. Le maire kémaliste d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, a proposé que le port du foulard devienne un droit constitutionnel. La puissance de la pensée d'Erdogan a fait de l'Islam un facteur d'identité du peuple turc. C'est sur l'économie qu'il craint le plus ses adversaires. Ses erreurs stratégiques, notamment la dévaluation de la lire turque, ont rendu exsangues les caisses de l'Etat et sa capacité d'intervention. Il risque d'avoir plus de mal d'un point de vue intérieur à fédérer autour de lui. ■